Présidentielle 2027 : craignant Marine Le Pen, les promoteurs du solaire et de l’éolien se ruent sur les contrats de l’État

27/10/2026 à 18h01



À l’approche de la présidentielle de 2027, des promoteurs français de projets solaires et éoliens accélèrent leurs candidatures aux appels d’offres publics. Selon une enquête de Bloomberg reprise par BFMTV le 27 octobre, ils craignent qu’une éventuelle arrivée au pouvoir de Marine Le Pen ne mette fin au soutien de l’État aux nouveaux projets.

La responsable du Rassemblement national a annoncé vouloir arrêter le développement de nouveaux parcs éoliens et photovoltaïques. Face à cette perspective, les entreprises cherchent à sécuriser dès maintenant des contrats d’achat d’électricité.

La dernière procédure concernant les grandes centrales solaires a attiré une concurrence particulièrement forte. **Les prix proposés par les lauréats ont reculé d’environ 23 % par rapport à l’appel d’offres précédent**, tandis que ceux des projets de plus petite taille ont baissé de 15 %, selon BFMTV. Au total, 125 projets représentant environ 931 MW ont été retenus pour les installations au sol, dont des projets d’EDF,

Reden et Mexens.

Frank Demaille, directeur général de Reden, évoque des prix « qui restent intéressants » avant la possibilité d’une période sans nouveaux appels d’offres. Le tarif moyen des grandes installations s’établit autour de **61 euros par mégawattheure**. Selon l’évolution des prix de marché, ces contrats pourraient nécessiter peu de soutien public, voire conduire les producteurs à reverser de l’argent à l’État.

Sources : BFMTV, 27 octobre 2026 (d’après Bloomberg) ; résultats de l’appel d’offres solaire au sol, 9 octobre 2026.